



Joe Biden et le commerce international

Volume 13, numéro 1, novembre 2020

Résumé analytique

Que savons-nous jusqu'à maintenant du prétendant démocrate à la présidence américaine sur sa vision du commerce international ? Nous cherchons dans cette chronique à mieux comprendre le candidat Biden afin de pressentir quelle direction il est susceptible d'imprimer à la politique commerciale américaine. Un constat s'impose à la lecture des positions exprimées par M. Biden au cours des derniers mois : le virage nationaliste donné par M. Trump à la politique commerciale domine le discours politique américain.

JOE BIDEN LE COMMERÇANT..... 2

Biden prisonnier de la rhétorique démocrate?..... 4

Le Congrès américain, un acteur incontournable de la politique commerciale..... 7

De Trump le « transactionniste » à Biden le coopératif ? 9

CONCLUSION 11

Études économiques et articles connexes ce mois-ci..... 13

JOE BIDEN LE COMMERÇANT

Le programme électoral de M. Biden ne laisse pas beaucoup de place au commerce international. Même lorsqu'il traite de questions économiques, la politique intérieure occupe l'essentiel du paysage. On pourrait résumer son plan par la centralité du slogan « made in America by American ». On sent à travers le discours de M. Biden une forme de nostalgie des années d'après Deuxième Guerre mondiale, alors que la machine économique américaine roulait à plein régime. Il promet des millions de nouveaux emplois dans les secteurs manufacturiers et des technologies, des politiques favorisant l'augmentation des salaires et une facilitation de la syndicalisation.

« He (M. Biden) does not buy for one second that the vitality of U.S. manufacturing is a thing of the past. U.S. manufacturing was the Arsenal of Democracy in World War II and must be part of the Arsenal of American Prosperity today, helping fuel an economic recovery for working families. »

- The Biden Plan, octobre 2020

M. Biden plaide pour le plus grand programme fédéral d'infrastructures depuis la Deuxième Guerre mondiale, doté de 400 milliards \$, et pour un programme d'investissement en innovation de 300 milliards \$. Il semble avoir développé une certaine fascination pour le transport des marchandises, spécifiant à plusieurs reprises que les produits fabriqués aux États-Unis devaient être expédiés sur des bateaux battant pavillon américain. M. Biden compte également ramener au pays des chaînes de production critiques, particulièrement pour les produits médicaux. De manière générale, on peut y voir une volonté renouvelée de faire en sorte que les dollars provenant des programmes fédéraux soient dépensés pour des produits fabriqués aux États-Unis en resserrant les règles sur le contenu américain.

Le commerce international est d'abord évoqué par M. Biden comme étant un obstacle à l'achat local : « (We will) update the trade rules for Buy American: Biden will work with allies to modernize international trade rules and associated domestic regulations regarding government procurement to make sure that the U.S. and allies can use their own taxpayer dollars to spur investment in their own countries. » (The Biden Plan, octobre 2020)

On sent beaucoup de réserves dans l'approche de M. Biden face à la libéralisation des échanges. Il se présente comme défenseur de la coopération internationale, mais pose des conditions difficiles à rencontrer pour lancer de nouvelles négociations commerciales. Il souhaite investir dans la main-d'œuvre et s'assurer de l'appui des leaders environnementaux et syndicaux avant toute nouvelle négociation.

« As president, I will not enter into any new trade agreements until we have invested in Americans and equipped them to succeed in the global economy. And I will not negotiate new deals without having labor and environmental leaders at the table in a meaningful way and without including strong enforcement provisions to hold our partners to the deals they sign. »

- Joe Biden, avril 2020

On entend les bonnes intentions de M. Biden, mais l'ensemble de ses priorités seront très difficiles à faire coïncider. Il est difficile de veiller à l'augmentation du nombre d'emplois industriels, à l'amélioration des conditions de travail, à la croissance de la syndicalisation tout en demeurant compétitif face à des partenaires commerciaux où les conditions de travail sont souvent plus chiches. Dans ce type de situation, les politiciens doivent souvent faire des choix difficiles. Aujourd'hui, on ne sait pas vraiment à quelle enseigne loge M. Biden. Sans surprise, il y a un peu de tout pour tout le monde dans son message électoral.

Le discours devient plus confus lorsque M. Biden qualifie sa stratégie de politique commerciale pour la défense des travailleurs américains, tout en dénonçant les gouvernements étrangers qui subventionnent et protègent leurs entreprises nationales, ce qui reste quand même à la base de

«The United States does need to get tough with China. If China has its way, it will keep robbing the United States and American companies of their technology and intellectual property. It will also keep using subsidies to give its state-owned enterprises an unfair advantage—and a leg up on dominating the technologies and industries of the future.»

- The Biden Plan, octobre 2020

son propre programme électoral. Il faut comprendre qu'il vise directement la Chine et qu'entrent en scène les mesures spécifiques qu'il souhaite adopter pour contrecarrer les ambitions commerciales de l'Empire du Milieu : des mesures agressives contre les pratiques déloyales, les abus des entreprises d'État, les subventions injustes et le vol de propriété intellectuelle.

On pourrait y voir un discours proche de celui de M. Trump dans l'esprit, mais distinct dans les moyens. Là où M. Trump a favorisé la confrontation agressive, M. Biden propose une coopération objective avec ses proches partenaires afin d'obliger la Chine à se transformer. Devant une coalition d'États dirigée par les États-Unis, la Chine n'aurait d'autre choix que de modifier ses comportements délétères.

Cette transition d'un régime de confrontation à un régime de coopération constitue la pierre angulaire du discours électoral de M. Biden. Là où M. Trump a privilégié les tarifs et la fiscalité, M. Biden privilégie les programmes de subventions. Les deux hommes se distinguent également dans leur approche pour ce qui est des relations avec les partenaires

« The most effective way to meet that challenge is to build a united front of U.S. allies and partners to confront China's abusive behaviors and human rights violations, even as we seek to cooperate with Beijing on issues where our interests converge, such as climate change, nonproliferation, and global health security. »

- Joe Biden, avril 2020

commerciaux des États-Unis. Alors que M. Trump les a souvent violemment confrontés, M. Biden souhaite rétablir les ponts et revenir à un esprit de coopération plus classique. Plusieurs souhaiteraient caractériser la présidence de M. Trump comme étant un moment d'égarement, une parenthèse étonnante que saura refermer rapidement M. Biden. Mais celui-ci en aurait-il réellement non seulement les moyens, mais surtout la volonté ?

Biden prisonnier de la rhétorique démocrate ?

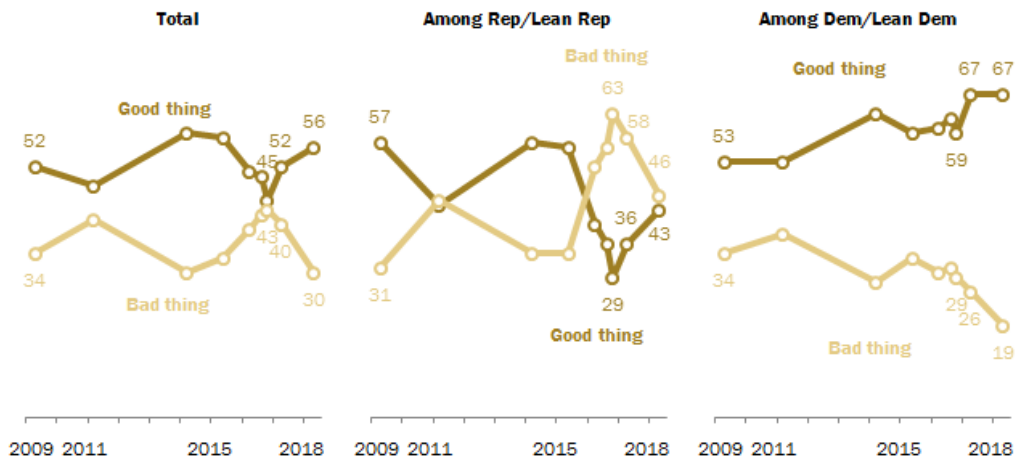
Les éléments de Bidenomics mélangés dans la même marmite ne donnent pas un plat aussi réjouissant qu’espéré pour les adeptes du retour à la « normale », soit au libéralisme économique tel que pratiqué par les présidents américains précédents.

À la décharge de M. Biden, il existe toujours dans le discours électoral américain, depuis la montée de la libéralisation des échanges commerciaux, une tension chez les démocrates entre le libéralisme commercial et la protection des intérêts économiques des États-Unis. Cette tension est issue de la conjugaison entre l’appui d’une partie importante de l’électorat démocrate à la libéralisation des échanges et l’opposition des grands syndicats américains qui conservent une influence souvent déterminante au sein du Parti démocrate. Le sondage sur le point de vue des Américains sur les accords commerciaux, réalisé annuellement par le Pew Research Center, illustre à quel point les démocrates sont aujourd’hui favorables à la libéralisation des échanges commerciaux. L’appui républicain est pour sa part en dent de scie et semble avoir été fortement influencé par le discours électoral de Donald Trump durant la campagne électorale de 2016.

TABLEAU 1

Positive views of free trade agreements rebound to pre-2016 levels

% who say free trade agreements between the U.S. and other countries have generally been a ____ for the U.S.



Note: Don't know response not shown.
Source: Survey of U.S. adults conducted April 25-May 1, 2018.

PEW RESEARCH CENTER

Bill Clinton a été le premier à reconnaître cette tension durant la campagne électorale de 1992, alors qu’il a appuyé l’ALÉNA négocié par Bush père tout en promettant d’ajouter des mesures de protection sur le travail et l’environnement, ce qui fut fait durant la première année de son premier mandat à titre de président. Il a alors imprimé un virage à la politique du Parti démocrate, proche des syndicats, eux qui s’opposaient vivement à l’adoption de l’ALÉNA. Malgré les accords parallèles sur l’environnement et le travail ajouté à l’accord par M. Clinton, l’appui des élus démocrates au Sénat a été difficile à obtenir pour son adoption en 1993. Les sénateurs démocrates

ont d'ailleurs voté majoritairement contre l'adoption de l'accord (27 pour ; 28 contre) alors que les républicains se sont prononcés largement en sa faveur (34 pour ; 10 contre). Il a ainsi fallu une collaboration bipartisane pour voir l'accord adopté.

Le gouvernement de Bill Clinton participera ensuite activement à la fin des négociations des accords de l'OMC en 1995, lancera en 1994 une initiative de zone de libre-échange entre les pays d'Amérique (la Zone de libre-échange des Amériques – ZLÉA), appuiera les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et négociera un accord de libre-échange avec la Jordanie, qui entrera en vigueur lors du premier mandat du Président Bush. La ZLÉA et l'AMI n'aboutiront pas et seront abandonnés durant une période de manifestations importantes contre la mondialisation (Seattle 1999, Québec 2001). L'accord avec la Jordanie sera vraisemblablement conclu pour des motifs stratégiques plutôt qu'économiques, la taille du marché jordanien n'en faisant pas un partenaire économique majeur. L'administration Clinton négociera également le protocole d'accession de la Chine à l'OMC, qui se conclura sous la présidence de Georges W. Bush.

Georges W. Bush a tenu un discours de campagne électorale très favorable au libre-échange, privilégiant les relations politiques et économiques avec les États de l'Amérique centrale et liant démocratie des États du Sud et libre-échange. Observant l'enlisement des initiatives multilatérales et plurilatérales (ZLEA, AMI, OMC), l'administration Bush optera pour la multiplication des accords bilatéraux qui se succéderont à un rythme élevé tout au long de sa présidence. Le tableau 2 montre à quel point la stratégie bilatérale de M. Bush a été appliquée avec efficacité. Neuf accords entreront en vigueur durant ses deux mandats et les trois accords qui le feront sous M. Obama en 2011 ont été négociés et conclus sous la présidence de M. Bush.

Le discours électoral de Barack Obama en 2008 n'est pas très favorable à la libéralisation des échanges. On se rappellera qu'il avait qualifié l'ALÉNA de « désastre » et de « grave erreur » en début d'année électorale pour ensuite privilégier un « dialogue » avec le Canada et le Mexique pour corriger certaines faiblesses de l'accord. M. Obama lancera trois importantes initiatives de négociation de libéralisation des échanges commerciaux : le Partenariat transpacifique (PTP), le Trade in service agreement (TISA) et le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP). Le PTP est un accord commercial regroupant des États d'Amérique, d'Océanie et d'Asie. Le TISA est un projet d'accord sur les services négociés par 23 États. Le TTIP est un projet d'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne. Le seul des trois projets négociés par l'administration Obama qui a été signé par les Parties est le PTP, qui ne sera par contre pas adopté par le Congrès américain à la suite de l'élection de Donald Trump. Les deux autres projets sont dans les limbes depuis cette élection.

TABLEAU 2

Les Présidents américains et leurs accords commerciaux

1985	Reagan		Israël
86			
87			
88			Canada
1989	Bush		
90			
91			
92			
1993	Clinton		ALÉNA
94			
95			
96			
1997	Clinton		
98			
99			
00			
2001	Bush		Jordanie
02			
03			Chili Singapour
04			Australie Maroc
2005	Bush		CAFTA
06			Bahreïn Oman
07			Pérou
08			
2009	Obama		
10			
11			Colombie Corée du Sud Panama
12			
2013	Obama		
14			
15			
16			
2017	Trump		
18			
19			
20			ACÉUM
2021	?		

La date est celle de l'entrée en vigueur de la loi de mise en œuvre de l'accord consécutive à l'adoption au Congrès et à la signature du Président
 Source : Chronique commerciale américaine, CEIM

La campagne électorale de 2016 sera emblématique pour les opposants à la libéralisation des échanges commerciaux et à la mondialisation. D'un côté, rompant avec la tradition républicaine, Donald Trump critiquera vivement les accords commerciaux, particulièrement l'ALÉNA, et promettra le rejet du PTP et la renégociation de l'ALÉNA. Hillary Clinton se trouvera, comme ses prédécesseurs, dans la position compliquée d'une candidate démocrate en accord avec les principes de la libéralisation qui se trouve poussée par ses appuis institutionnels, par la course à la chefferie et par l'opinion publique à y émettre des réserves. C'est ce qu'elle fera à l'égard du PTP d'Obama, manifestant son opposition à l'accord qu'elle avait pourtant appuyé lorsqu'elle était secrétaire d'État.

M. Trump sera élu, clouera le cercueil du PTP, lancera une renégociation de l'ALÉNA, obtiendra des concessions sud-coréennes dans leur accord commercial commun et déclarera la guerre commerciale à la Chine en particulier, mais également à tous les États avec lesquels il souhaite obtenir un rapport de force. Même si les grandes initiatives plurilatérales sont mises sous sédatif, l'administration Trump souhaite se lancer dans une série de négociations commerciales bilatérales avec des partenaires commerciaux inquiets qui passeraient sans doute bien leur tour. Il jette son dévolu sur le Japon, avec lequel il a signé cette année une entente de libéralisation sectorielle en commerce numérique et en agriculture. Une entente partielle a également été conclue avec le Brésil et des négociations sont en cours avec le Royaume-Uni et le Kenya. Parallèlement, l'administration Trump a tenté de paralyser le mécanisme de règlement des différends de l'OMC afin d'obtenir des concessions dans une négociation sur une réforme du fonctionnement de l'organisation internationale.

Il est possible de faire quelques observations quant au commerce international à travers les présidences successives depuis 1990. Premièrement, tous les présidents américains ont opté pour accentuer la libéralisation des échanges. D'un côté, les démocrates ont opté pour les ententes plurilatérales et multilatérales avec un succès très relatif. M. Clinton a pris au bond les balles de l'ALÉNA et de l'OMC pour les conclure, mais les initiatives qu'il a lui-même lancées n'ont pas abouti. M. Obama a choisi la même voie avec le PTP, le TISA et le TTIP, sans qu'aucun des trois projets ne soient mis en vigueur aux États-Unis. Les présidents républicains ont privilégié les relations bilatérales et ont obtenu plus de succès. La présidence de M. Bush est la plus éloquente à cet égard. Malgré son discours anti-libre-échange, M. Trump emprunte également la voie du bilatéralisme, pour des raisons différentes de celles de M. Bush dont nous discuterons plus loin.

Le Congrès américain, un acteur incontournable de la politique commerciale

Les réussites et les échecs de la politique commerciale américaine sont souvent attribués aux présidents qui sont ceux qui apposent leur signature aux accords commerciaux. Le processus législatif qui mène à cette signature est autrement plus complexe que la seule volonté présidentielle.

La Constitution américaine prévoit que le pouvoir de réglementer le commerce est attribué au Congrès. Par le Trade Promotion Authority, aussi appelé « fast-track » le Congrès a donné au président le pouvoir de négocier des accords commerciaux. Le TPA est une procédure législative

du Congrès américain adoptée une première fois en 1974 qui définit les objectifs et les priorités des États-Unis dans ses négociations commerciales internationales et établit les obligations de consultation et d'avis qui doivent être suivis par le président dans le processus de négociation. À la fin du processus de négociation et de consultation, le Congrès approuve ou non l'accord, sans amendement. On le qualifie de « fast-track » dans la mesure où il permet au président de négocier des accords commerciaux avec moins d'interférences de la part du Congrès, en accord avec le pouvoir de négocier avec les gouvernements étrangers qui lui est accordé par la Constitution américaine. La possibilité pour le Congrès d'apporter des amendements aux accords causerait une reprise des négociations alors qu'elles sont conclues, ce qui fragiliserait la position des représentants américains tout au long du processus de négociation. Le Congrès peut toujours rejeter les accords, mais leur adoption ne peut être paralysée par quelques élus s'y opposant.

Ronald Reagan et George H. Bush ont eu besoin d'un appui bipartisan afin de voir avancer les négociations commerciales, les démocrates contrôlant au moins une des institutions du Congrès durant leurs mandats respectifs. Bill Clinton a lui aussi réussi à maintenir un appui bipartisan suffisamment important pour assurer l'adoption par le Congrès de l'ALÉNA et de l'OMC.

La présidence de M. Bush a été différente et s'est déroulée en grande partie accompagnée d'une majorité républicaine au Congrès. L'effort bipartisan en matière de politique commerciale étant moins nécessaire, une plus grande polarisation s'est alors créée, M. Bush n'ayant pas autant besoin du soutien de ses adversaires que ses prédécesseurs. Cette stratégie était valable autant que les républicains ne perdaient pas leur majorité au Congrès, ce qui arriva en 2006. M. Bush tente alors malgré tout de faire adopter par le Congrès, sans l'assentiment de la majorité démocrate, l'accord commercial signé avec la Colombie. La leader des démocrates en Chambre, Nancy Pelosi opte pour retirer l'étude de l'accord de l'horaire législatif de la Chambre, rompant ainsi avec la tradition de l'étude rapide par le Congrès des accords commerciaux qui lui sont soumis par le président, tel que le prévoit le TPA. Il s'agit alors d'une brèche importante dans le mode de fonctionnement coopératif entre les pouvoirs exécutifs et législatifs en matière de politique commerciale. Le « fast-track » n'en est plus vraiment un et le Congrès réaffirme ainsi sa primauté en matière de politique commerciale.

Hésitant dans un premier temps, M. Obama s'inquiète de l'aspect clivant des accords commerciaux chez les démocrates et concentre plutôt ses énergies vers la politique intérieure et la réponse à la crise économique de 2008. La majorité républicaine à la Chambre en 2010 fait en sorte que les projets de politique intérieure de M. Obama seront plus difficiles à voir avancer. Il se tourne alors vers la politique commerciale, là où les républicains sont plus susceptibles de l'appuyer. La pierre angulaire de son programme commercial, le PTP, sera conclu trop proche des élections de 2016 pour qu'il ne constitue pas un enjeu électoral. La montée parallèle de Bernie Sanders, de Donald Trump et du discours antimondialisation aux États-Unis auront raison de l'accord qui ne sera jamais adopté par le Congrès.

Les pronostics de l'élection de 2020 font état d'une possibilité pour M. Biden d'amorcer son mandat présidentiel avec une majorité en Chambre et au Sénat. Il va sans dire qu'il s'agirait d'une situation idéale pour lancer ses programmes de politique intérieure. Sur le plan du commerce international, l'impact d'un raz-de-marée démocrate est moins clair. Plusieurs élus démocrates influents s'opposent toujours vivement à la libéralisation des échanges commerciaux. Leur discours ne s'est pas marginalisé, mais au contraire, semble prendre le dessus auprès d'une gauche

décomplexée qui souhaite accentuer la polarisation des deux grands partis politiques américains. Ceci dit, il est difficile de prévoir comment se positionnera le Parti républicain sans Donald Trump. Est-ce que le virage protectionniste imprimé au parti par M. Trump sera durable ou s'agit-il d'un simple intermède dans l'appui traditionnel des républicains à la libéralisation des échanges ? Pour tenter de répondre à cette question, il nous faut verser du côté de l'évolution des idées aux États-Unis plutôt que de celui de la conjoncture politique.

De Trump le « transactionniste » à Biden le coopératif ?

On qualifie souvent la politique commerciale de M. Trump de nouveau protectionnisme. C'est l'impression qui se dégage de ses discours, mais sont-ils vraiment autre chose que des appels électoralistes aux laissés-pour-compte américains de la mondialisation qui sont nombreux et qui votaient traditionnellement pour les démocrates ? La principale différence que nous pouvons observer entre M. Trump et ses prédécesseurs est qu'il n'a pas hésité à utiliser l'arsenal protectionniste pour tenter d'obtenir des avantages plus importants dans les relations commerciales des États-Unis. Il a banalisé la clause sur la sécurité nationale en l'utilisant pour justifier des tarifs sur l'acier et l'aluminium canadiens (et d'ailleurs). Il a adopté une série de mesures à l'égard de la Chine sans pour autant parvenir à atteindre son grand objectif (futile) qui était celui de réduire le déficit commercial américain. Il a renégocié l'ALÉNA en imposant des concessions à ses plus proches partenaires commerciaux sans modifier réellement les principes qui guident l'accord. Il a négocié ou négocie actuellement une libéralisation des échanges avec le Japon, le Brésil, le Kenya et le Royaume-Uni. Ce n'est pas le bilan d'un protectionniste, mais plutôt celui d'un « bully » qui souhaite utiliser toute la puissance des États-Unis pour forcer la main à ses partenaires commerciaux afin qu'ils consentent à des concessions qu'ils n'auraient pas acceptées dans le cadre d'une négociation plus classique. C'est davantage dans le comportement que dans les résultats que M. Trump brise le modèle de l'internationalisme libéral, qui repose sur la bonne foi et la coopération. Ceci dit, le comportement de M. Trump a fragilisé le modèle de coopération internationale et, par le fait même, l'internationalisme libéral.

Au moment de son élection en 2016, nous avons qualifié l'éventuelle politique commerciale de M. Trump de transactionnelle.¹ Délaissant les grands objectifs géopolitiques mondiaux qui ont animé les politiciens américains depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Trump gouvernerait en exerçant son pouvoir là où il le peut, cherchant à sortir vainqueur d'une série de négociations commerciales. Nous avons proposé que le discours de M. Trump est poussé par l'expression d'un virage antilibéral² qui se manifeste dans plusieurs États à travers le monde. Nous évoquons que la plupart des peuples de l'Europe occidentale consultés par référendum ont voté contre les mesures favorisant l'élargissement ou le développement de l'Union européenne. Que la Constitution européenne a été rejetée par référendum par la population française et que le

¹ Voir la Chronique commerciale américaine « Le commerce mondial sous Donald Trump », décembre 2016. https://www.ieim.ugam.ca/IMG/pdf/cca_2016-12_ver_1.2.pdf

² Anti-libéral dans le sens d'une opposition à la libéralisation des échanges commerciaux.

gouvernement français a ensuite procédé sans consultation à l'adoption de ses principaux éléments ? Même les citoyens des Pays-Bas, généralement considérés comme favorisant les valeurs libérales, ont rejeté par référendum la Constitution européenne et, plus récemment, l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. Et nous ne parlions pas encore a lors du Brexit.

Dans un article récent³, Christian Deblock pose la question de savoir comment les États-Unis en sont venus à délaisser l'internationalisme libéral, qui guide l'action des politiciens américains depuis des décennies, pour un nationalisme conservateur ou seule compte la défense des intérêts américains. Plusieurs éléments d'explication sont proposés : les compromis entre internationalistes et réalistes quant aux objectifs de politiques commerciales à poursuivre ont vidé l'internationalisme libéral d'une part importante de sa valeur ; les bénéfices diffus et les coûts concentrés des accords commerciaux ont été liés à une insensibilité des gouvernements face aux perdants de la mondialisation ; la montée de la Chine ; l'enlisement du multilatéralisme et la transition vers la voie bilatérale en matière de négociations commerciales.

C'est ce qui expliquerait le repli identitaire, le nationalisme économique et le rejet du multilatéralisme. M. Deblock conclut que l'internationalisme libéral n'est plus que l'ombre de lui-même, que le multilatéralisme s'en trouve fragilisé et qu'émerge du mandat de M. Trump une vision statocentrée et géoéconomique du commerce.

L'équipe économique de M. Biden semble avoir fait un constat équivalent et le discours économique du candidat démocrate tente de l'intégrer tout en continuant d'articuler une partie du discours libéral défendu par l'administration Obama durant son deuxième mandat. Il est développé en trois axes principaux.

Premièrement, la priorité est de redonner aux États-Unis sa primauté morale en renversant les politiques clivantes adoptées par M. Trump. En donnant l'exemple, les États-Unis pourront retrouver leur rôle de leader mondial. Deuxièmement, M. Biden souhaite renforcer la classe moyenne américaine à l'aide d'investissements majeurs en infrastructures, en éducation et en recherche. Ce n'est qu'une fois que ces investissements auront porté fruit que M. Biden sera prêt à négocier de nouveaux accords commerciaux. Troisièmement, les États-Unis doivent rétablir les ponts avec leurs alliés et retrouver leur place de leader du monde libre.

Il nous apparaît très révélateur d'observer que M. Biden propose comme priorités de politiques étrangères, dans un discours qui présente son programme sur le sujet, deux projets de politique intérieure. C'est dire à quel point la politique commerciale se retrouvera loin dans les priorités d'une éventuelle administration Biden. Il évoque les accords commerciaux pour les mettre de côté, jusqu'à ce que la classe moyenne américaine ait les moyens de profiter des fruits de la libéralisation des échanges. Cependant, il exprime la nécessité pour les États-Unis de jouer un rôle de leader dans la définition des règles mondiales du commerce, qui poursuivent leur course. Cela en restant muet sur les moyens qu'une administration Biden prendra pour y arriver. C'est ici que son discours se rapproche le plus du discours libéral classique.

³ Deblock, C. 2020. https://www.researchgate.net/publication/344749050_Donald_Trump_fossoyeur_de_l'internationalisme_americaain

CONCLUSION

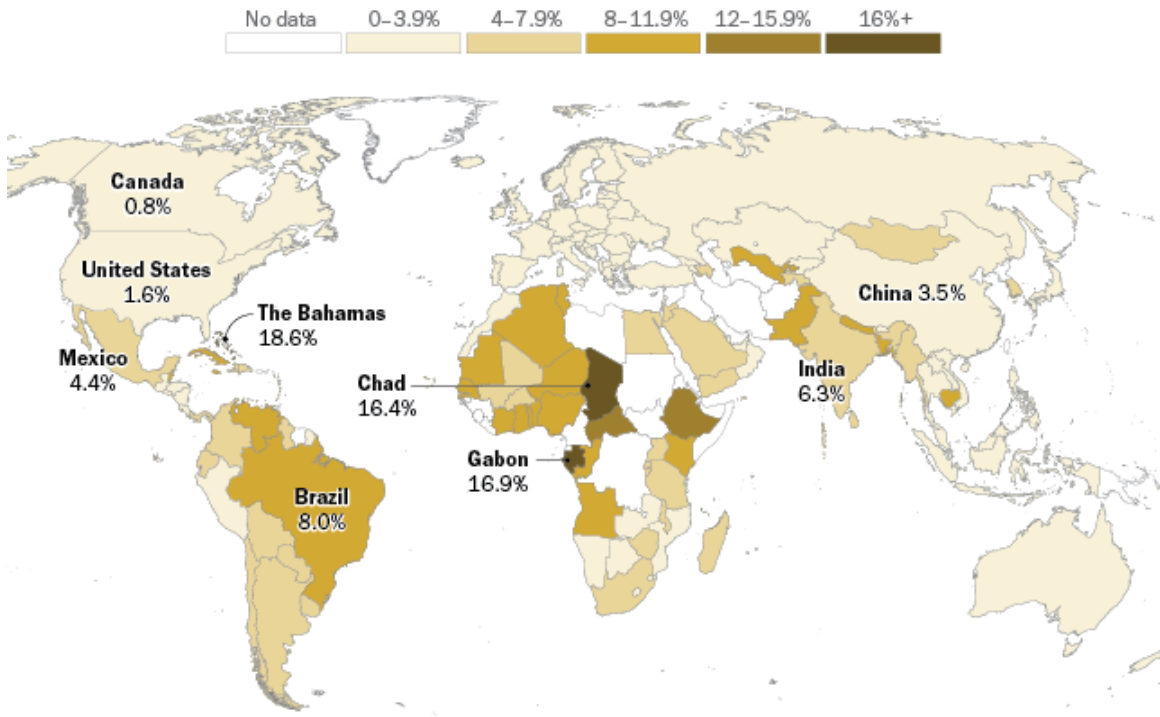
Le mandat de M. Trump a donné une voix aux laissés-pour-compte américains de la mondialisation. La stratégie commerciale agressive et désordonnée de l'administration Trump ne semble par contre pas avoir donné de résultats probants quant à un renversement des effets néfastes de la mondialisation sur les secteurs de l'économie américaine que ses actions visaient. Les quatre dernières années sont un témoignage du fait que même le pouvoir du président américain est limité pour orienter de profondes transformations économiques auxquelles les politiques commerciales doivent finalement s'adapter et non l'inverse.

Les accords commerciaux ont aujourd'hui bien peu de choses à voir avec la réduction des tarifs douaniers qui s'est produite aux États-Unis du milieu des années 1930 jusqu'à la fin des années 1970. Ils ont plutôt à voir aux règles qui entourent le commerce : le respect de la propriété intellectuelle, la cohérence réglementaire, la régulation du commerce numérique.

TABLEAU 3

Globally, U.S. tariffs rank among the lowest

Tariff rate, applied, weighted mean, all products (2016)



Note: 2015 data for Azerbaijan, Bhutan, Cabo Verde, Comoros, Congo Republic, El Salvador, Ethiopia, Fiji, Guatemala, Honduras, Mauritania, Mongolia, Myanmar, Panama, Peru, Saudi Arabia, Sri Lanka, Thailand and Uzbekistan.
 Source: World Development Indicators, World Bank (data as of March 1, 2018).

PEW RESEARCH CENTER

Le programme de M. Biden marque une forme de retour dans le passé pour tenter de réparer une partie des impacts négatifs de la mondialisation depuis les années 1960. Il est vrai que les régions de la Rust Belt, de la Coal Belt et de la Textile Belt ont souffert de manière disproportionnée. Le nord de l'État de New York, l'Ohio, la Pennsylvanie, l'Illinois, le Missouri, le Michigan ont été particulièrement touchés. Ce n'est pas un hasard s'ils constituent aujourd'hui l'essentiel des « swing states », électorat plus volatil qui est devenu primordial à une victoire aux élections présidentielles. C'est à ces gens que le programme économique de M. Biden s'adresse, tout comme l'avait fait M. Trump en 2016. Si M. Trump promettait alors une forme de démondialisation qui en avait séduit plusieurs, ils sont aujourd'hui nombreux à avoir déchanté devant des emplois industriels et manufacturiers qui ne se sont pas concrétisés. Au contraire, la plupart de ces régions ont vu l'emploi manufacturier diminuer avant même la crise sanitaire. À ceci s'ajoutent les difficultés économiques que rencontrent les fermiers de ces régions, conséquences du conflit commercial avec la Chine.

La proposition de M. Biden est différente. Ancrée elle aussi dans le nationalisme économique, elle prévoit la mise en œuvre de programmes d'infrastructures et d'aide à l'innovation qui pourront avoir un effet réel sur l'emploi manufacturier et industriel. Il y a là une prise conscience à faire dans ces régions : les emplois disparus ne reviendront pas par l'adoption de mesures protectionnistes. Il faut définir une stratégie différente pour retrouver la croissance. M. Biden en propose une et nous verrons sous peu si les électeurs américains feront ce pari.

Références

Biden, Joseph R. Why America must lead again. Foreign Policy, mars/avril 2020.

<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-01-23/why-america-must-lead-again>

Deblock, C. « Donald Trump, fossoyeur de l'internationalisme libéral américain », dans Olivier Delas (dir.), Relations commerciales internationales : l'Union européenne et l'Amérique du Nord à l'heure de la Nouvelle Route de la soie. Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 327-350.
https://www.researchgate.net/publication/344749050_Donald_Trump_fossoyeur_de_l'internationalisme_americaain

Irwin, Douglas A. 2017. Clashing over commerce: a history of U.S. trade policy. Chicago et Londres, The University of Chicago Press.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Afzal Madiha et coll. A list of specific, actionable foreign policy ideas for the next president. Brookings, 27 octobre 2020. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/10/27/a-list-of-specific-actionable-foreign-policy-ideas-for-the-next-president/>

Elliott, Kimberley Ann. How the U.S. Presidential Election Looms Over Trans-Atlantic Trade Ties. World Politic Review, 20 octobre 2020. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29147/how-the-u-s-presidential-election-looms-over-trans-atlantic-trade-ties>

Elliott, Kimberley Ann. Americans Are Paying for Trump's Trade Wars—and Underwriting His Campaign. World Politic Review, 27 octobre 2020. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29168/americans-are-paying-for-the-trump-trade-wars-and-underwriting-his-campaign>

Frankel, Jeffrey. Biden's Economic Edge. Project Syndicate, 26 octobre 2020. <https://www.project-syndicate.org/commentary/joe-biden-better-economic-policies-than-donald-trump-by-jefrey-frankel-2020-10>

Patrick, Stewart M. *What a Biden Win Would Mean for the Future of Multilateralism*. The Internationalist, 26 octobre 2020. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29165/what-a-biden-win-would-mean-for-the-future-of-multilateralism>

Roach, Stephen S. China Leads Again. Project Syndicate, 26 octobre 2020. <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-strong-economic-recovery-versus-american-weakness-by-stephen-s-roach-2020-10>

Direction

Mathieu Arès, professeur
au département de science politique
de l'Université de Sherbrooke.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, professeur enseignant
au département de science politique
de l'UQAM et chercheur au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

